



**PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Focus sur la nouvelle PAC 2023

1^{ère} déclaration

(Février 2023)

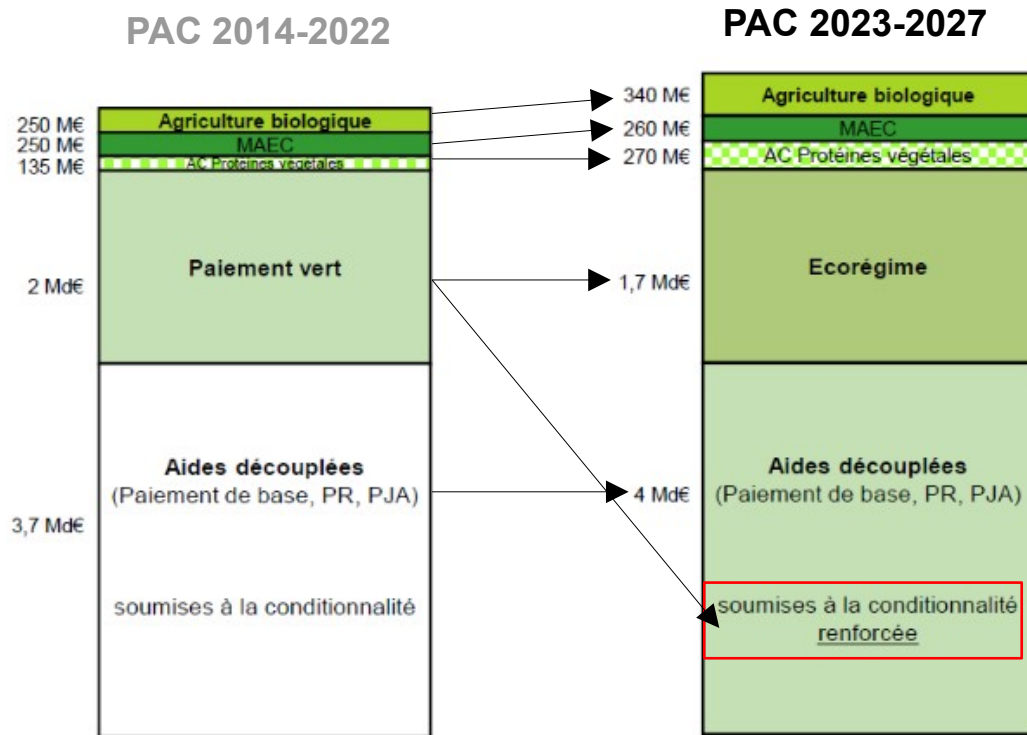
Plan Stratégique National de la PAC 2023-2027

– France –



**1^{er} pilier (FEAGA)
soutien aux
marchés****272 M€****Interventions
sectorielles
(FEAGA)**Fruits et Légumes
Apiculture
Vitiviniculture
Huiles d'Olives et Olives**Instruction
Etat → DRAAF****1^{er} pilier
(FEAGA)
aides aux
revenus****6 736 M€****5 726 M€**3 252 M€
674 M€
116 M€
1 684 M€**Aides
découplées
+
Conditionnalité
renforcée****Aide de base au revenu**
Aide redistributive
Aide complémentaire JA
Ecorégime**1 010 M€**82 M€
73 M€
32,85 M€
10 M€**Aides couplées
végétales**Légumineuses fourragères
Légumineuses à graines et légumineuses fourragères deshydratées, ou semences
Dont Légumes secs (lentilles, pois chiche, haricots secs, fèves)
Autres aides couplées végétales
Soutien maraîchage**689 M€**4,3 M€
106,4 M€
12,7 M€**Aides couplées
animales****Aide à l'UGB**
Aide VLSM
AO
AC**Instruction
Etat → DDT****2nd pilier
(FEADER)****2 008 M€**
Transfert 549 M€ vers FEADER**1 881 M€**1 100 M€
186 M€
340 M€
35 M€
220 M€**2nd pilier
(FEADER)**ICHN
Assurance récolte
BIO uniquement CAB
Prédation
MAEC surfaciques**700 M€**22 M€
13,2 M€
366,5 M€
100,4 M€
5 M€
99,8 M€
6,8 M€
88,10 €**Autres mesures
FEADER (pilote
par Région)****MAEC forfaitaires**
MAEC API, PRM (**à partir de 2025**)
Investissement
LEADER
Installation JA
Dotation JA
Dotation nouveau installé
Autres (Coopération, Assistant techniques, Echange de connaissance...)**NOUVEAU****Instruction Région****Nouvelle répartition des
compétences (transfert de
missions et d'agents)**

Ambition environnementale renforcée



→ Principaux dispositifs

- Aides découplées
- Ecorégime
- Aides couplées animales
- Aides couplées végétales
- ICHN
- BIO
- MAEC
- Assurance Récolte

→ Conditionnalité

versement des aides de la PAC conditionné par le respect des exigences et des normes des différents domaines.

En cas de non respect → impact financier potentiel en % du montant total des aides perçues !

Installation

Changement d'instructeurs

- **Aides AITA toujours gérées par la DDT (= gestion des PPP, suivi nouvel exploitant) en 2023**
- **DJA gérée par le conseil régional : adresse générique de contact**
- **CDOA et CPRI remplacés par le CEP (comité d'étude des projets) piloté par le conseil régional**
- **Par contre, certains interlocuteurs restent les mêmes : pour l'installation : Marlène Jouve et Margot Rochette**
- **Les grands principes de la DJA restent les même avec des montants et des modulations différentes**

- **Changement aussi pour les aides bâtiments, irrigation, matériels : instruction par le conseil régional**

Installation en GAEC

Procédure d'agrément GAEC

| ETAPES | QUI | DELAÏ | Commentaires |
|--|--|---|---|
| Envoi des documents à la DDT : un projet de statut, un projet de règlement intérieur, la note résumant le projet du GAEC (en PJ), une étude économique prévisionnelle (peut être demandée si la DDT a besoin de précisions sur le projet), pas de format imposé, l'attestation de formation GAEC (facultatif mais il est fortement recommandé de faire une formation sur les GAEC avant l'installation en GAEC) | Par le GAEC ou le centre de gestion si possible par mail | Au plus tard 3 semaines avant la FSCDOA | Envoi par mail suffisant, possibilité de donner l'attestation de formation le jour de la FSCDOA |
| Envoi d'un accusé de réception au GAEC + copie au centre de gestion le cas échéant | DDT | Dès que possible après réception du dossier complet | |
| Établissement de l'ordre du jour de la FSCDOA | DDT | 15 jours avant la FSCDOA | À envoyer au CER pour validation et/ou complément |
| Envoi des invitations membres de la FSCDOA (avec le compte rendu de la précédente + ordre du jour) | DDT | 10 jours avant la FSCDOA | Envoi par mail |
| Envoi des invitations associés des GAEC | DDT | 10 jours avant la FSCDOA | Envoi doublé courrier et mail Veiller à proposer des heures adaptées à l'éloignement du GAEC |

| FSCDOA | Membres FSCDOA | | Formuler un avis commun et non pas uniquement DDT |
|---|---------------------------|-----------------------------------|--|
| Le cas échéant, envoi au CER par mail de l'arrêté de création | DDT | Délai de 10 jours après la FSCDOA | |
| Envoi aux GAEC par courrier de l'arrêté modification ou arrêté de création + sa partie de PV le concernant + un courrier lui précisant les documents à retourner à la DDT : statut du GAEC définitif, règlement intérieur définitif daté et signé, PV d'assemblée générale, Kbis original imprimé "exploitation_déclaration _modification-exploitation"(si le GAEC existe déjà) ou "exploitation_demande-attribution-numéro-pacage" (s'il s'agit d'une création de GAEC) disponibles sur télépac (en PJ) imprimé INSEE comportant le numéro SIRET conventions de mise à disposition RIB | DDT | Délai de 10 jours après la FSCDOA | Envoi une copie du PV pour relecture au CER avant envoi Pour l'envoi des documents, dans la mesure du possible, les envoyer tous en même temps. |
| Envoi des documents originaux pour création ou modification du GAEC dans ISIS | GAEC ou centre de gestion | | Envoyer toutes les pièces en un seul envoi |
| Réception des documents originaux par le secrétariat du service et vérification de la complétude/cohérence | DDT | | |

Autorisation d'Exploiter

Procédure à suivre pour obtenir l'autorisation d'exploiter

Remplir le document et les annexes et
envoyer à la DDT avec les documents
demandés **ou LOGICS**




Si dossier complet, envoi au demandeur
un **accusé de réception** par la DDT

**Dossier non
soumis**

**Dossier
soumis**

Le terrain peut être
exploité *dès réception du
courrier*
(sous réserve de l'accord
du propriétaire)

 Conserver l'accusé de
réception dossier complet
= autorisation d'exploiter

Publicité site préfecture
et mairie

Le terrain peut être exploité
dès réception de l'arrêté
(sous réserve de l'accord
du propriétaire et que l'arrêté soit favorable)

**Absence de
concurrence**

Concurrence

Le terrain peut être exploité
sous un délai de 4 mois
(sous réserve de l'accord
du propriétaire)



Conserver l'accusé de
réception dossier complet
= autorisation d'exploiter
si pas de concurrence

- Passage en CDOA (la commission émet un avis)
- Rédaction des arrêtés d'attribution ou de refus et signature par le Préfet de Région
- Envoi par courrier des arrêtés aux demandeurs, propriétaires, cédant
- Affichage en mairie des arrêtés d'attribution

Délai de 4 à 6 mois



Quand est-on soumis à une demande d'autorisation d'exploiter en Haute-Loire ?

- Si les seuils fixés par le SRDEA sont dépassés :
 - seuil de distance = 5 km à vol d'oiseau (entre la parcelle demandée et la siège de l'exploitation)
 - seuil de surface = 54 ha (pondérés)
- Si une exploitation est supprimée ou passe en deçà du seuil de surface
- Si une exploitation perd un bâtiment essentiel à son fonctionnement
- Si absence de capacité professionnelle du demandeur
- Si le demandeur ou sa société ne comporte aucun membre ayant la qualité d'exploitant
- Si le demandeur est pluriactif avec des revenus $> 1,7$ SMIC soit environ 25 865€ pour 2022

Quand doit-on déposer une simple déclaration ?

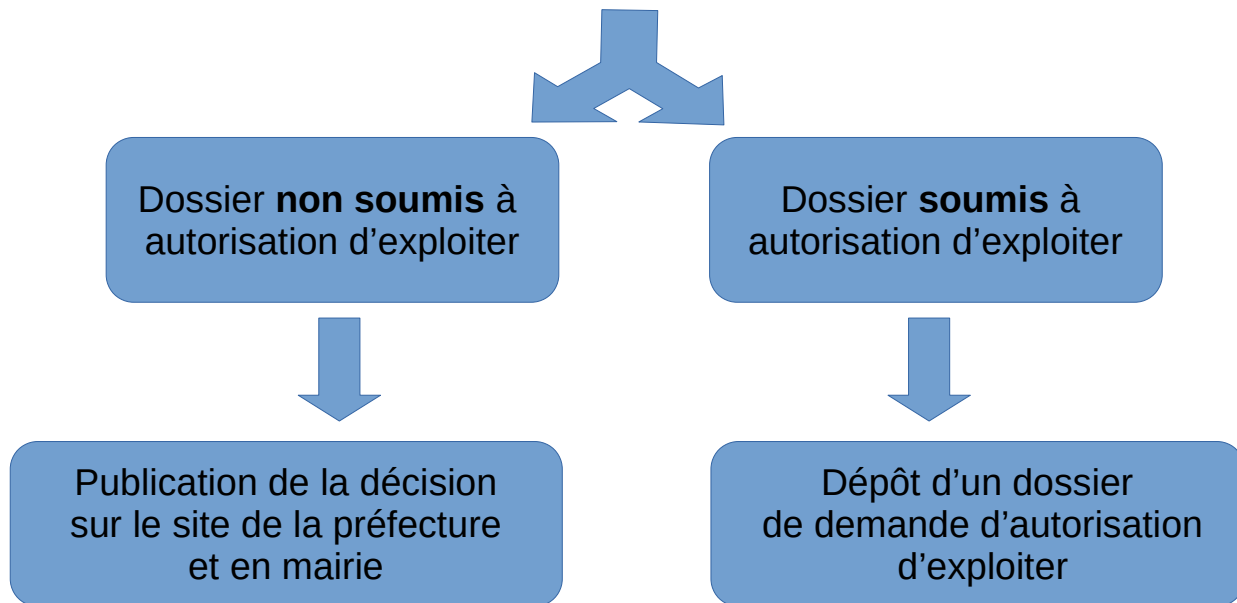
- Mise en valeur d'un **bien de famille**
 - + Capacité professionnelle
 - + Biens libres de location
 - + Bien détenus par un parent depuis 9 ans au moins
 - + Biens destinés à l'installation d'un nouvel agriculteur ou consolidation si la surface est inférieure au seuil
- **Tous** ces critères doivent être respectés pour déposer uniquement la simple déclaration.



La simple déclaration ne peut pas se faire dans le cas d'une reprise de terre par une société

La demande de rescrit

Demande officielle à l'administration pour savoir si votre cas est soumis à autorisation d'exploiter ou non. La DDT a **trois mois** pour instruire la demande





SRDEA : pondération des surfaces

Pondération en fonction des productions :

| Production | Coefficient d'équivalence | Équivalence de production |
|--|---------------------------|---------------------------------------|
| Grandes cultures (céréales, oléoprotéagineux, cultures industrielles, semences, tabac), Surface fourragère, Autre surface toujours en herbe peu productive, Plantes à parfum, aromatiques, médicinales et condimentaires, Autres occupations agricoles | 1 | 1 ha de blé = 1 ha de SAUp |
| Surface toujours en herbe peu productive zone de montagne sèche | 0,2 | |
| Surface en herbe peu productive zone de haute montagne | 0,5 | |
| Légumes de plein champ | 5 | 0,5 ha de p.de terre = 2,5 ha de SAUp |
| Maraîchage de plein champ ou abris bas | 15 | 0,07 ha de salades = 1,05 ha de SAUp |
| Maraîchage sous abris haut | 50 | |
| Fleurs plein air ou abris non chauffé | 75 | |
| Fleurs sous abris haut chauffé | 100 | |
| Vigne (pour faire du vin) | Entre 2 et 30 | |
| Verger fruits charnus, petits fruits, noyer, vigne à raisin de table | 4 | |
| Autre cultures permanentes (olivier amandier, truffier, châtaigner..) | 2 | |
| Pépinière | 10 | |

Bail et autorisation d'exploiter

Pour avoir le droit d'exploiter des terres, il faut l'accord du propriétaire (via un bail écrit, verbal, ...) **ET** l'autorisation d'exploiter.

Un bail sans autorisation d'exploiter est nul (L. 331-6 du CRPM)

Une autorisation d'exploiter sans bail est inutile (atteinte au droit de propriété)

SAFER






SAFER

- Une Safer (Société d'aménagement foncier et d'établissement rural) est une société anonyme, sans but lucratif (sans distribution de bénéfices), avec des missions d'intérêt général, sous tutelle des ministères de l'Agriculture et des Finances.
- Domaines d'intervention :
 - x Expert en observation foncière.
 - x Opérateur foncier. Acquisitions de biens à l'amiable ou par préemption.
- Missions (L141-1 du code rural) :
 - x Favoriser la protection des espaces agricoles, naturels et forestiers
 - x Accompagner le développement durable des territoires ruraux
 - x Participer à la protection de l'environnement (paysages, ressources naturelles et biodiversité)
 - x Assurer la transparence du marché foncier rural



Comment acheter ou louer un bien ?

- Consulter les appels à candidature réalisés via
 - x les journaux 
 - x l'affichage en mairie 
 - x internet 
- Se porter candidat auprès de la SAFER.
 - x Remplir une fiche de candidature avec description du projet.
 - x Demander une préemption.
- Passage en Comité Technique Départemental.
- Acte de vente chez un notaire ou établissement d'un bail, avec le soutien de la Safer.



PRÉFET DE HAUTE-LOIRE

Accueil appels de candidatures

inonces-legales.safer-aura.com/vente

espace | ensap.g... | entaura - Recherche G... | Foncier et espace agri... | Cadastre | HFP - Espace adhérent | Votre espace personne... | Mes droits à formatio... | Telepac - Tele PAC | Accueil - Si

safer
Auvergne-Rhône-Alpes

ESPACE VIP NOUS CONTACTER

CHERCHER DANS LE SITE ...

ACHETER VENDRE LOUER AMÉNAGER PRÉSERVER MIEUX NOUS CONNAÎTRE NOS PARTENAIRES

Acheter un bien

Des experts à votre service

Acheter au juste prix

La responsabilité de vendeur professionnel

Des conditions financières avantageuses

Les déclarations d'intention d'aliéner

Les appels de candidatures

Cliquez ici pour accès listing >

Département : TOUS

Date Echéance : Min : jj/mm/aaaa Max : jj/mm/aaaa

Numéro de dossier :

Surface terrain : Min : Max :

Rechercher

Ou cliquer sur une commune pour voir le détail.



PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE

Accueil appels de candidatures

ces-legales.safer-aura.com/vente

Rechercher

ce | ensap.g... | entaura - Recherche G... | Foncier et espace agri... | Cadastre | HFP - Espace adhérent | Votre espace personne... | Mes droits à formatio... | Telepac - Tele PAC | Accue

safer
Auvergne-Rhône-Alpes

ESPACE VIP NOUS CONTACTER

CHERCHER DANS LE SITE ...

ACHETER VENDRE LOUER AMÉNAGER PRÉSERVER MIEUX NOUS CONNAÎTRE NOS PARTENAIRES

Acheter un bien

Des experts à votre service

Acheter au juste prix

La responsabilité de vendeur professionnel

Des conditions financières avantageuses

Les déclarations d'intention d'aliéner

Les appels de candidatures

Cliquez ici pour accès listing >

Département : TOUS

Date Echéance : Min : jj/mm/aaaa Max : jj/mm/aaaa

Numéro de dossier :

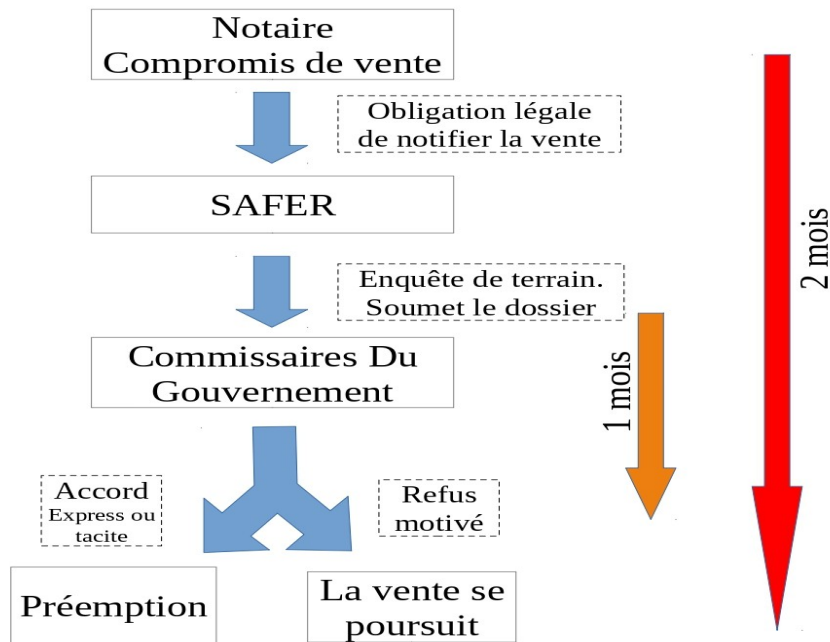
Surface terrain : Min : Max :

Rechercher

Ou cliquer sur une commune pour voir le détail.



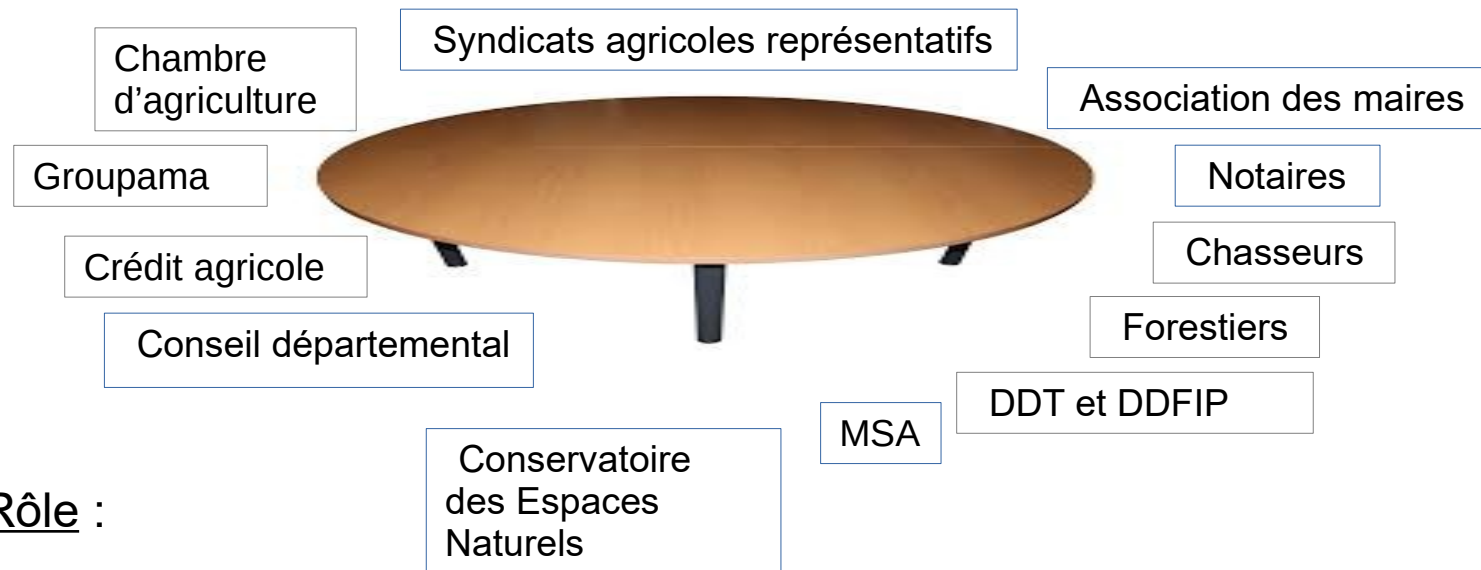
La préemption (L143-1 du code rural)





Le Comité Technique Départemental

● Composition



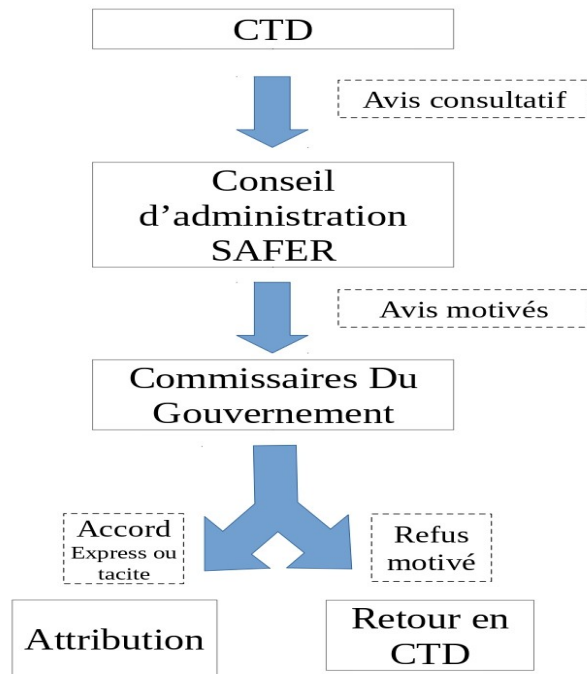
● Rôle :

Études des projets et avis consultatifs sur les attributions en regard des missions de la Safer et du SDREA .



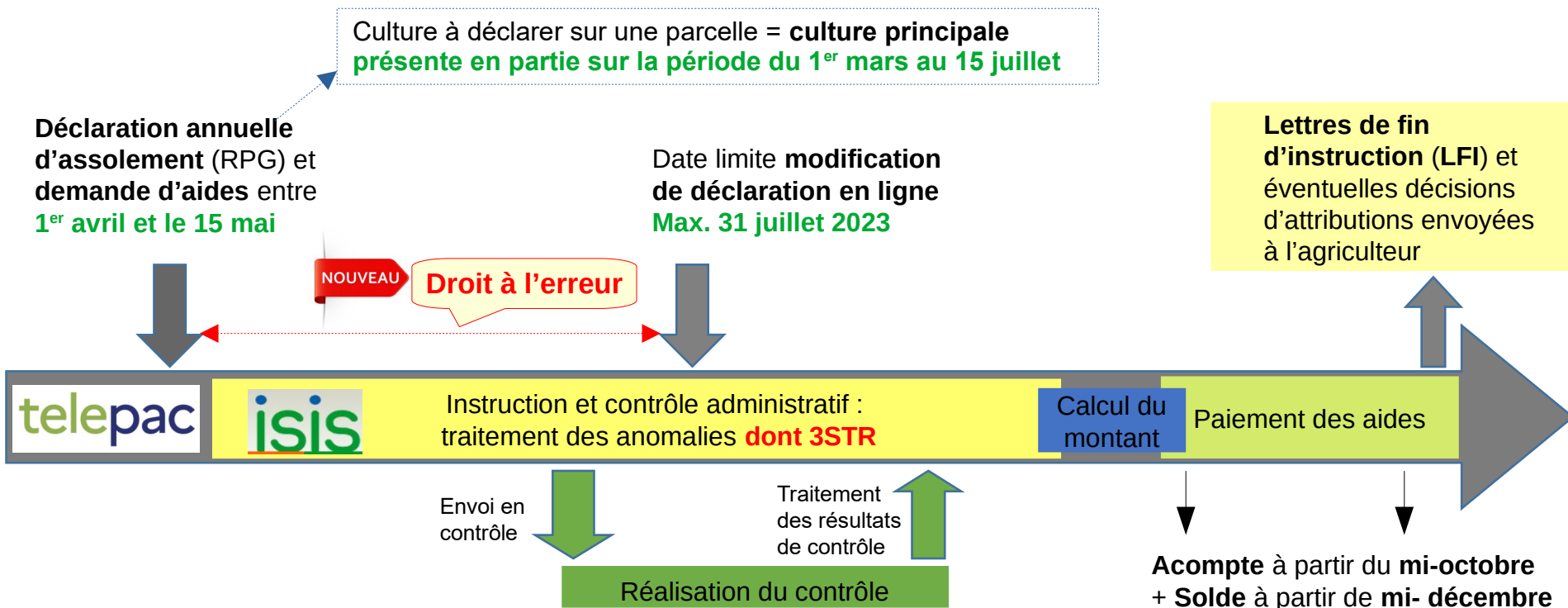
PRÉFET
DE HAUTE-LOIRE

Attribution



Déclaration PAC

Déroulé d'une campagne PAC



Actualisation

Eléments transversaux

- **Agriculteur actif : lorsque l'âge limite de départ en retraite est atteint (67 ans) au dernier jour de dépôt des aides (15 mai) → non-cumul d'une retraite ET des aides de la PAC**
Nécessité d'être assuré à l'ATEXA (assurance accident du travail pour les exploit. Agri.)

Rappel : en cas de liquidation d'une retraite (autre qu'agricole) → obligation de liquider sa retraite agricole en même temps. Retraite agricole → maintien possible d'une exploitation agricole de maximum 2 ha → aides PAC possible jusqu'à l'âge limite de 67 ans

Transparence GAEC → appliquée aux associés répondant au critère d'« agriculteur actif »

- **Activité agricole** (vérifier par le 3STR - système de suivi des surfaces en temps réel)
= comprend une activité de production OU une activité d'entretien de surface agricole.

L'activité d'entretien → vérifiée par la détection ou la preuve d'une intervention (récolte, fauche, broyage..). Pour vérifier le critère d'entretien minimal sur les prairies permanentes sans prédominance d'herbe, le respect d'un taux de chargement min. est introduit en l'absence de fauche ou broyage et l'absence d'enfrichement.

- **Conditions minimales sur les paiements directs :**
montant total des paiements directs demandés / année civile doit être ≥ 200 €

Création numéro PACAGE



The screenshot shows the homepage of the 'telepac' website. At the top left is the French Republic logo with the motto 'Liberté • Égalité • Fraternité'. The main header features the 'telepac' logo in green and blue, followed by the text 'Bienvenue sur le site des téléservices des aides de la PAC'. Below this is a blue navigation bar with the text 'Formulaires et notices 2023'. The main content area is divided into sections: 'Données relatives à l'exploitation', 'Services telepac' (with a link to 'Présentation de la téléprocédure de mise à jour des références bancaires'), 'Notices' (with a link to 'Notice explicative pour les formulaires de demande d'attribution d'un numéro pacage et de déclaration des modifications intervenues au sein de l'exploitation'), and 'Formulaires' (with two links: 'Formulaire de demande d'attribution d'un numéro pacage' and 'Formulaire de déclaration des modifications intervenues au sein de l'exploitation'). The first link in the 'Formulaires' section is highlighted with a yellow background.

Formulaire à remplir disponible sous télépac

Appeler la DDT pour toute création

Pièces à fournir indiquées dans le formulaire (a minima CNI, attestation affiliation MSA, RIB mais dépend des situations)

Contact : Aline Roche

Déclaration PAC

PAC, ce qui ne change pas

Déclaration PAC

telepac

Système Intégré de Gestion et de Contrôle (SIGC) avec :

- Une **demande d'aide** avec dépôt avant une date limite (téléPAC)
- Un **contrôle administratif** effectué par la DDT (îlots, parcelles, SNA, ZDH , pièces justificatives...)
- Un **Registre Parcellaire Graphique RPG** (avec une orthophoto renouvelée régulièrement) qui reste le socle de la déclaration PAC :
 - *Ilots, parcelles et cultures,*
 - *Ilots de référence*
 - *Surfaces Non Agricoles (SNA),*
 - *Zone de Densité Homogènes (ZDH) ...*
- Le RPG permet notamment de calculer les **surfaces admissibles** qui servent de base au calcul des aides.





Système de suivi des surfaces en temps réel (3STR)

Images satellites

Le 3STR devient une composante **obligatoire** du SIGC :

outil imposé par l'Europe (règlement européen) et **obligatoire** pour le paiement des aides en 2023

- Outil permettant d'**automatiser la vérification du couvert déclaré sur les parcelles à partir d'images satellites** (prises tous les 3 à 5 jours) permettant d'avoir un suivi grâce à la succession d'images

→ croisement informatique (IA) { **Nature du couvert** → vérif. de l'éligibilité des parcelles (pas de mesure de surface)
Activité agricole

- Permet de **prévenir l'agriculteur** si erreur détectée pour qu'il **modifie sa déclaration avant paiement**
- Éviter certains contrôles sur place

Droit à l'erreur

Nouvelle approche

Nouvelle relation entre administration / agriculteur via téléPAC

Nécessité d'être réactif



Aides découplées

- **Aide de base au revenu (DPB)**

Aide liée à des droits définis en 2015

Système de dotation et transferts possible via des clauses

Poursuite de la convergence (2023 puis 2025)

→ Donne droit à :

- **Aide redistributive complémentaire**
- **Aide complémentaire au revenu pour les Jeunes Agriculteurs (pendant 5 ans)**
- **Ecorégime**

Aide de base au revenu (DPB)

- **Maintien de droits à paiement** avec convergence partielle
- A l'issue de **2 étapes de convergence (2023 et 2025)**
- Moyenne pondérée des DPB en Haute-Loire en 2021 : environ 107 €

127 € / ha
(Moyenne indicative)

Pour connaître la valeur de
ses droits → Consulter son
portefeuille DPB sous TelePAC



| Etape 1 en 2023 | Etape 2 en 2025 |
|--|--|
| <ul style="list-style-type: none">• Droits < à 70 % de la valeur moy. = à 70 % de la moy.• Revalor. financée par plafonnement sur DPB ≥ à environ 1350 € (très peu de droits concernés) | <ul style="list-style-type: none">• DPB plafonné à 1 000 €.• Réduc. de 50 % de l'écart à la cible 2026 des DPBn de valeur > à la moy., avec « limitation des pertes » : réduct. de l'écart à la moy. limitée à 30 % de la valeur initiale des droits (mais max 1000 €).• Plancher à 85 % de la valeur moy. puis réduc. d'environ 40 % de l'écart à la moy. des DPBn < moy. |
| 70 % env 89 € / DPB Plafond env. 1350 € / DPB | 85 % du montant moy. environ 108 € / DPB Plafond = 1000 € / DPB |

Aide de base au revenu (DPB)

- **Activation uniquement par des agriculteurs actifs**
- Maintien des réserves
- Continuité des programmes de **dotation** (donation / héritage) → dans ce cas pas d'obli. d'être agri. actif
- **Transferts uniquement à des agriculteurs actifs** (hors donation / héritage) mais le cédant n'a pas l'obligation de l'être lui-même
 - Transfert définitif (avec ou sans foncier, uniquement si décès propriétaire des DPB)
 - Transfert temporaire (avec ou sans foncier)
- **Règles de transfert des droits plus de taxation des transferts sans terre** (précédemment -30%)
→ simplification des clauses (voir page suivante)

Aide de base au revenu

Fenêtre pop-up en sortie
de l'écran « demande d'aide »
si l'exploitant a coché « non »
au paiement de base (DPB)
pour lui demander s'il est sûr de lui.



- **Formulaires de transferts de DPB** : *(précédemment clauses A à F)*
 - T1 : **transfert définitif** de DPB
 - T2 : **transfert temporaire** de DPB
 - T3 : transfert de DPB lié à une **donation**
 - T3 : transfert de DPB lié à un **héritage**
 - T4 : **fin de transfert temporaire**
 - T5 : transfert de DPB **suite à une renonciation**
- Possibilité d'aller télécharger les clauses directement sur télépac
- Toutes les pièces justificatives doivent être **datées au maximum le 15 mai**
- Possibilité de déposer les clauses et les pièces justificatives directement dans télépac (sans avoir à déposer le dossier papier à la DDT)
- **Ajouter les noms et prénoms** des signataires en plus des signatures sur les clauses

Ne pas oublier !

- « Cocher » Aide de base aux revenus
- Faire **signer tous les associés** dans le cas d'une société
- Envoyer à la DDT les clauses **avec toutes les pièces justificatives complètes** (ou déposer dans télépac)



Aide complémentaire au revenu pour les jeunes agriculteurs (ACJA) 1/2



- Continuité du paiement JA de la programmation 2014-2022 pour vérifier les conditions d'éligibilité
- **Définition JA**
 - ✓ ≤ 40 ans (à la date de la demande d'aide)
 - ✓ Diplôme :
 - niveau 4 (BAC) agricole ou >
 - ou niveau 3 (CAP/BEP) et expérience pro agricole ≥ 24 mois dans les 3 ans,
 - ou activité pro agricole ≥ 40 mois dans les 5 ans
- **1^{ère} instal. (= 1^{ère} fois chef d'exploit.) + être agriculteur actif + avoir droit à l'aide au paiement de base**
- Demande l'année d'instal. OU au cours des 5 années suivant l'année civile de sa 1^{ère} demande **éligible**
- Paiement sur une **durée maximale de 5 ans à l'exploitation** (à compter de la 1^{ère} demande **éligible**)
- **Système forfaitaire, avec transparence GAEC si plusieurs JA (mais pas plus de 5 ans)**

env. 4 469 € / exploitation

ACJA (2/2)



En cas d'installation, **contacter la MSA**
le plus tôt possible après la CDOA

*(délais pouvant être long pour
obtenir une attestation d'affiliation)*



Ne pas oublier !

- « Cocher » paiement JA
- Joindre attestation d'affiliation MSA



- **Penser à cocher la case paiement JA** (le cas échéant)

En cas de doute sur l'éligibilité du paiement JA, **mieux vaut cocher la case à tort** plutôt que de ne pas cocher la case alors qu'on était éligible.

- Case cochée → instruction effectuée par la DDT (et pas de pénalité si cochée à tort).
 - Par contre, impossible de rattraper un oubli de coche après la période de télédéclaration.
 - **GAEC : réflexion à avoir si plusieurs JA envisagent de s'installer sur une période de 5 ans**
- **Point d'attention** sur le justificatif pour le paiement JA :
 - L'**attestation d'affiliation MSA** doit être datée d'**avant le 15 mai**
ou à défaut le demandeur doit prouver qu'il a déposé sa demande à la MSA **avant le 15 mai**
(un courrier de la MSA attestant du dépôt de la demande et de l'impossibilité de fournir l'attestation dans les temps est recevable).

Nouveautés

Maraîchage

- Surfaces de fruits et légumes des exploitations de maraîchage (**surface admissible**)
- **Critères d'éligibilité**
 - Exploiter au **minimum 0,5 ha de légumes frais ou petits fruits rouges**
→ liste définie par arrêté à venir
 - **SAU de l'exploitation ≤ 3 ha**
 - Cultures sous tunnel éligibles
 - **Non éligible** : cultures hors-sol, pomme de terre primeur, PPAM



env. 1 588 € / ha



Pascal Xicluna / agriculture.gouv.fr

Contact : ddt-telepac@haute-loire.gouv.fr
Accueil : 04 71 05 84 00